

Transfert: pas d'information préalable
procureur lieu de départ
(prévenu 17 mn après la mise
en route)

Tribunal de Grande Instance de LILLE Juge des libertés et de la détention	N° 07/01805	PROCÉDURE DE RECONDUITE A LA FRONTIÈRE ORDONNANCE - DE REJET
--	-------------	--

Le 12 Septembre 2007, à 13 H 10, devant Nous, Christophe LE GALLO, Juge des Libertés et de la Détention au Tribunal de Grande Instance de LILLE,

assisté de Mathieu SEGOND, Greffier,

en présence de M. BERRO Walid, interprète qui a prêté le serment prévu par la Loi,

Etant en audience publique,

Vu l'arrêté de **MONSIEUR LE PREFET DES HAUTS DE SEINE** ayant prononcé la reconduite à la frontière le 27/01/2007 à l'encontre de :

Monsieur Nabil AT
né le 21 Mai 1972 à TANTA (EGYPTE)
de nationalité Egyptienne

Vu la décision de maintien de l'intéressé en rétention dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire prononcée par **MONSIEUR LE PREFET DE L'OISE** et notifiée à l'intéressé(e) le 10/09/2007 à 13 heures 50 ;

Vu la requête en prolongation de **MONSIEUR LE PREFET DE L'OISE** en date du 11 Septembre 2007 ;

Vu l'article 4 de l'Ordonnance n°2004-1248 du 24 novembre 2004 portant abrogation de l'Ordonnance n°45-2658 du 02/11/1945, et des articles 87 et 89 de la loi n°2003-1119 du 26 novembre 2003 ;

Vu les articles L.551-1 à L.551-3 et 551-2 à L.552-12 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

L'intéressé(e) entendu(e) en ses observations ;

Maître CLEMENT entendu(e) en ses observations ;

Attendu que selon l'article L553-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers en France, l'autorité administrative peut décider, en cas de nécessité et pendant toute la durée de la rétention, de déplacer l'étranger d'un lieu de rétention vers un autre lieu de rétention;
Qu'à ce titre, ledit texte dispose que ce transfert peut s'effectuer sous réserve d'en informer les procureurs de la République du lieu de départ et du lieu d'arrivée;
Qu'en effet, l'autorité judiciaire se voit confier un rôle de gardienne des libertés individuelles en vertu de l'article 66 de la Constitution du 4 octobre 1958;

Attendu que le fait de transférer de manière coercitive un étranger d'un lieu de rétention vers un autre doit s'effectuer régulièrement et sous le contrôle des magistrats de l'ordre judiciaire dans les termes prévus par la loi;

Qu'il s'ensuit que pour exercer son office, le procureur de la République doit nécessairement être informé de la décision de transfèrement avant sa mise en oeuvre effective; qu'une telle

Pour copie
Le Greffier

information délivrée postérieurement au départ la prive de toute utilité;

Attendu qu'en l'espèce, M. ATTIE a été mis en route du local de rétention administrative de gendarmerie autoroute de BEAUVAIS à 16 heures 30 vers le CRA de LESQUIN;
Qu'avis de ce transfert a été donné au magistrat du parquet du tribunal de grande instance de BEAUVAIS à 16 heures 47 ainsi qu'il ressort du rapport d'émission de la télécopie faite en ce sens, soit postérieurement à son départ du local de rétention de BEAUVAIS;

Attendu dans ces conditions que la procédure est irrégulière de ce chef

PAR CES MOTIFS

REJETONS la demande tendant à la prolongation de la rétention administrative de

Nabil ATTIE

Reçu notification et copie
de la présente ordonnance le 12 Septembre 2007

L'INTÉRESSÉ	L'AVOCAT	L'INTERPRÈTE	LE REPRÉSENTANT DE L'ADMINISTRATION	LE GREFFIER	LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Notification de la présente ordonnance a été donné ce jour à Monsieur le procureur de la République, à Monsieur le Préfet Le Greffier.

VU AU PARQUET
LE

